

5 mars dans l'ESR : pour défendre les conditions de travail et d'études

Le désengagement de l'Etat du service public d'enseignement supérieur et de recherche a des conséquences directes et dramatiques sur nos conditions d'études et de travail.

Dans les établissements, ce sont des millions d'euros qui manquent pour pouvoir fonctionner correctement. Ponctionner les fonds de roulement ne peut en aucun cas être une solution.

Partout, les personnels se précarisent, des postes sont gelés voire supprimés, et les formations rabotées. Cette situation n'est plus tenable. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et mettre un terme à l'austérité qui asphyxie les établissements, universités comme organismes de recherche, afin d'assurer des conditions de travail et d'études décentes.

Dans plusieurs établissements, les personnels et les étudiants se mobilisent. À Paris Sud, ils luttent pour sauver leurs formations – avec le maintien du recrutement d'ATER- et leur budget. À Paris 13, personnels et étudiants agissent contre des suppressions de postes et à Paris 8 pour les salaires et les conditions de travail. À Lyon 2, tous s'élèvent pour défendre les conditions de travail des vacataires et par là même la qualité de la formation des étudiants. Les organismes de recherche sont soumis aux injonctions du ministère. Au CNRS, les organisations syndicales s'élèvent contre le futur contrat d'objectifs qui sera présenté au Conseil d'Administration du 26 mars. A l'IRSTEA, les personnels poursuivent, à l'appel de l'intersyndicale, une grève de la saisie de leurs indicateurs d'activités pour exiger de l'Etat qu'il remplisse ses obligations de financement des charges structurelles.

Les organisations syndicales signataires appellent les étudiants et les personnels à se rassembler, débattre et se mobiliser le jeudi 5 mars, sur l'ensemble du territoire national, pour défendre leurs conditions d'études et de travail.

En région parisienne, les organisations syndicales invitent les personnels et les étudiants de tous les établissements d'Ile de France à participer au rassemblement décidé par l'AG de Paris Sud devant le ministère de l'ESR rue Descartes à 14h le jeudi 5 mars 2015.

Les organisations syndicales signataires revendiquent :

- un accès libre et gratuit à l'enseignement supérieur public ;
- un plan pluriannuel ambitieux de création d'emplois de titulaires d'enseignants-chercheurs et enseignants, de chercheurs, d'ingénieurs, administratifs et techniciens pour résorber la précarité et répondre aux besoins en matière d'enseignement supérieur et de recherche ;
- une augmentation significative du financement de base de l'Etat pour les formations, les laboratoires et les services.

Organisations signataires : FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP, SNETAP) – CGT (SNTRS, FERC Sup) – CFDT (Fédération des SGEN CFDT – SGEN Recherche CFDT) – SNPTES – UNSA (Sup' Recherche, A&I, ITRF.B.i.O) – Solidaires (Sud Recherche EPST – Sud Education – Etudiants) – UNEF

Paris, le 26 février 2015